

LE DEBAT DE POLITIQUE DEPARTEMENTALE

La situation économique « préoccupante » du Département à l'aube de la préparation de son budget 2016 a mobilisé la majeure partie de l'intervention d'Hubert Wulfranc, au nom du groupe Communiste et Républicain, Front de Gauche, tiré au sort pour engager le débat politique départementale qui s'est tenu en début de séance. En cause : les politiques d'austérité !

« La France a mal de l'austérité. Le pays est matraqué par les politiques successives des conservateurs hier comme ceux des sociaux libéraux aujourd'hui, appliquant les mêmes recettes, subissant les mêmes échecs, parce cette ordonnance ne soigne pas, elle empoisonne... La richesse progresse mais pas pour tout le monde »... Ainsi pour les élus du Front de Gauche, « le budget départemental 2016 s'annonce probablement comme l'un des plus difficiles de toute son histoire. Et pas seulement en raison du contexte économique et social ou de la rançon réclamée au nom de l'austérité, mais également pour satisfaire les choix dogmatiques de la nouvelle majorité qui privilégie par exemple le remboursement de la dette, à l'investissement ». Ce qui fit dire à Hubert Wulfranc de la nouvelle majorité qu'elle « joue au comptable au lieu d'entreprendre ».

Il a ensuite posé le problème, en attendant la solution qui sera apportée dans le cadre du budget par la Droite départementale : *« Comment faire davantage parce que les Seinomarins ont besoin de nous, avec moins de moyens ? Ce sera l'équation que la nouvelle majorité devra résoudre, d'autant que des engagements forts ont été pris durant la campagne en faveur des communes, du soutien à l'autonomie ou plus globalement des solidarités. Dénonçant à juste titre aujourd'hui le gouvernement pour ses dérives libérales, il vous faudrait, à l'échelle départementale, faire différemment. Reste à savoir comment ? En quoi votre politique et votre gestion seront différentes de celles du gouvernementales puisque droite et gouvernement sont d'accord sur l'orientation libérale à suivre, au point d'ailleurs de se disputer le fils prodigue du capitalisme financier, Emmanuel Macron, ministre de l'économie protégé de Manuel Valls dont Nicolas Sarkozy invite aujourd'hui à rejoindre les rangs des Républicains... Les libéraux de tout bord se retrouvent sur une constante politique : la réduction du périmètre d'intervention de la puissance publique et des dépenses publiques ou assimilées ».*

Illustrant son propos par la baisse constante et massive de la prise en charge par l'Etat des allocations individuelles de solidarité allouées par les départements, Hubert Wulfranc a posé un constat alarmant : *« Depuis 2002, l'Etat laisse filer sa dette envers les Départements en compensant de moins en moins les différents transferts de compétences qu'il leur a imposées. A ce jour, l'association des départements de France estime à 55 milliards d'euros le reste à charge pour les départements au titre du financement des trois allocations individuelles de solidarité depuis 2004. Un montant qui a progressé de 3,3 milliards d'euros en 2014 et de 4 milliards d'euros en 2015 » estimant ainsi que « le gouvernement se défile de plus en plus en matière de solidarité ».*

Il a ensuite achevé son intervention en demandant au Président d'établir et de diffuser un état prospectif de l'évolution des allocations de solidarité et de la diminution de leur compensation par l'Etat afin de mettre en lumière en quoi la politique du Gouvernement met en danger, à court terme, l'existence même du Département dans sa capacité à servir et à agir.

Dénonçant cette orientation suicidaire de l'Etat, il a rappelé cette évidence : *« Si encore, le pays était devenu subitement pauvre ou marqué par un affaissement généralisé de ses richesses, on pourrait se dire que la situation mérite un effort commun, collectif, massif. Au contraire, la France d'en haut comme disait Raffarin, se porte à merveille et la solidarité que l'on nous réclame est une solidarité avec les plus riches, les mieux*

portant, ceux qui revendiquent le droit de s'enrichir toujours plus. C'est vers eux que se tournent les politiques publiques, l'argent public. C'est pour eux, pour leur offrir des cadeaux de la Nation que tout le monde doit se serrer dangereusement la ceinture jusqu'à vomir. Le vomissement prenant alors souvent la forme du vote FN ou de la tentation populiste. Car tout est lié. Les injustices conduisent au rejet. Au rejet positif, pour construire une alternative plutôt qu'une simple alternance résignée et impuissante, soumise aux marchés financiers, un Front anti austérité, un Front commun pour le progrès. Ou au rejet négatif pour prôner le repli sur soi, le sectarisme, la haine, la division».

Hubert Wulfranc a appelé ensuite chaque élu départemental pour « *au-delà des postures politiciennes ou doctrinales, faire en sorte qu'en Seine-Maritime ce budget soit plus que jamais, il ne l'a d'ailleurs jamais été de manière totalement satisfaisante, un budget anti crise, un bouclier social, un moteur de croissance également pour tous ceux qui ne parviennent plus à joindre les deux bouts* ». Avant de conclure « *si le budget du Département, chef de file des solidarités, ce n'est pas d'abord cela, alors il ne sera pas digne de ce que les Seinomarins attendent de nous* ».

Agnès Firmin Le Bodo, Vice-Présidente de Droite a répondu à la proposition formulée par Hubert Wulfranc en indiquant qu'un travail « *est engagé dans ce domaine par la majorité autour des compétences obligatoires et des compétences facultatives* », ce qui laisse présager que le Département s'en tiendra à l'avenir à ses seules compétences obligatoires. Une conséquence qui ne manquerait pas de s'avérer fortement préjudiciable. Hubert Wulfranc est donc revenu à la charge sur sa proposition avant d'obtenir un accord du Président sur sa demande.

Pour le groupe socialiste, Didier Marie a dénoncé « *l'absence de nuance* » d'Hubert Wulfranc et souligné un « *discours de campagne* » évitant ainsi de répondre sur le fond, tout en justifiant dans ses propos la politique gouvernementale. Un gouvernement qualifié de « *sauveur des départements* », ce qui n'a pas manqué de faire rire la très grande majorité des élus.

André Gautier, pour la Droite, a énoncé pour sa part les paroles de campagne du candidat Hollande sur le maintien des dotations de l'Etat.

Le débat se porte sur l'évolution des intercommunalités...

La suite du débat conduit par Virginie Lucot-Avril, Présidente du groupe de la majorité, s'est portée sur le thème de l'intercommunalité avec la dénonciation de la position prise par le représentant de l'Etat en Seine-Maritime concernant le regroupement d'intercommunalités selon des logiques « *à géométrie variable* ».

Se réjouissant des positions « *révolutionnaires* » de sa collègue, Jean-Paul Lecoq s'est engouffré dans le débat pour rappeler « *qu'en matière d'intercommunalité, l'Etat remet le couvert en ne tirant visiblement aucun enseignement de ses erreurs passées. Les gouvernements se succèdent, les mêmes logiques demeurent. Il convient coûte que coûte de regrouper les intercommunalités au gré des intérêts politiques du pouvoir en place, sans cohérence, sans réelle concertation des habitants, sans prise en compte des réalités qu'ils vivent au quotidien* ». Puis il a rappelé que la région havraise « *s'est déjà vue privée arbitrairement de sa vocation à devenir la métropole de l'Estuaire pour ne pas faire d'ombre à la métropole rouennaise naissante. Ce n'est du reste que partie remise !* ».

Il a appelé ensuite au débat, « *un débat que l'Etat refuse d'ouvrir* », au sein des communautés de communes de St Romain, de Criquetot-l'Esneval et de l'agglomération havraise pour envisager un éventuel mariage.

Concluant : « *En tout état de cause, il y en a plus qu'assez de ces découpages administratifs arbitraires et partisans qui se trament dans le dos des gens. Que l'on soit a priori d'accord ou hostile à un élargissement de*

l'agglomération havraise vers Saint-Romain, l'important c'est de pouvoir en parler, en débattre, échanger les points de vue et non de fermer d'entrée tout échange, comme si le sujet était tabou ».

Un tabou que Jean-Paul Lecoq a expliqué : *« Diviser pour mieux régner est une posture bien connue qui conduit inéluctablement dans le mur. Je propose plutôt de lui substituer un autre dessein pour un même destin, celui d'un large rassemblement des territoires et des gens unis par les mêmes enjeux, les projets communs et la même vision »,* avant de lancer un appel : *« J'en appelle à tous mes collègues Maires et aux conseils municipaux des trois intercommunalités concernées pour créer les conditions de ce débat dans les semaines à venir, pour aboutir si possible à un projet commun, en refusant que l'Etat ne tienne de nouveau seul les ciseaux d'une organisation administrative des territoires de la Pointe de Caux qui doit demeurer l'affaire de celles et de ceux qui y vivent ».*

Quant aux autres élus de l'assemblée, Jean-Paul Lecoq les a invités à faire pression en Commission Départementale de Coopération Intercommunale, puisque le groupe communiste en a été exclu, pour se faire les porte-paroles de ce débat nécessaire. Ajoutant que *« si l'état a refusé Le Havre comme capitale pour la Normandie, il n'en demeure pas moins que Le Havre est capital pour la Normandie ».*

Didier Marie a justifié ensuite les positions prises par l'Etat par *« le respect de la volonté des élus locaux concernés »* rappelant au passage qu'il est pour sa part *« favorable à une grande intercommunalité havraise »* avant d'ajouter un bémol : *« sauf que les élus de la communauté de commune de Caux Estuaire (St Romain) ne sont pas d'accord avec une fusion avec la CODAH ».*

« Ce n'est pas une question de pouvoir, c'est une question d'efficacité » a réagi Dominique Métot, Maire de Bolbec, estimant que *« pour faire avancer un projet il vaut mieux ne pas être trop nombreux autour de la table »,* en se sentant probablement visé par les propos de Jean-Paul Lecoq qui dénonçait dans son intervention *« l'attitude de certains barons locaux qui, probablement pour conserver leur petit pouvoir, jouent sur la peur de la grande ville pour mettre en échec toute évolution. Une position à courte vue qui joue contre l'intérêt de tous les habitants, ceux du canton de St Romain comme ceux de la CODAH, un territoire qui reste isolé meurt peu à peu et voit ses services disparaître ».*

Un débat au cours duquel Denis Merville, élu de Caux Estuaire et Conseiller départemental de la majorité, est resté muet.

L'accueil des réfugiés...

Le dernier débat de la matinée, portée à l'initiative du groupe socialiste, avait pour thème l'accueil des réfugiés et la création d'un dispositif d'accueil départemental. Un débat sous forme de bataille de chiffres et de compétences entre le PS et la Droite pour savoir qui fait quoi et avec quoi en termes d'accueil, entre l'Etat et les Départements.

Pour sa part, Jean-Paul Lecoq a tout d'abord constaté *« qu'aider les réfugiés fuyant ces guerres qui enrichissent au passage nos entreprises d'armement et leurs actionnaires, ne peut pas se discuter. C'est un devoir pour chaque être humain. Il n'y a pas à trier entre ceux qui ont le droit à la paix et les autres. Il ne peut y avoir de concurrence dans la misère, la détresse ou la pénurie et il convient de ne pas se tromper d'adversaire en rejetant les discours des marchands de haine ».*

Puis, puisque les deux autres groupes cherchaient à trouver des moyens financiers pour accomplir ce devoir d'accueil, Jean Paul Lecoq a rappelé que *« l'argent, il suffit d'aller le chercher là où il se trouve. J'ai demandé à l'Etat que les 177 entreprises françaises d'armement, à travers leur groupement national le GICAT qui dégage 17,5 milliards d'euros de chiffre d'affaire et qui va de nouveau s'enrichir avec les frappes aériennes en Syrie,*

contribuent à l'effort national d'accueil des réfugiés par une taxe spéciale de solidarité envers les victimes civiles des guerres ».

Le Président du Département a estimé ensuite que l'Etat « *se repose sur les communes et les associations* » pour l'accueil des réfugiés avant de confirmer que « *le Département les accompagnera comme ils les accompagnent au quotidien en matière de solidarité* ». Il en a profité pour rappeler que ces mêmes communes et associations, comme les départements d'ailleurs, « *voient leurs moyens diminuer par l'Etat* ». Un Etat qu'il a appelé à « *un peu de cohérence* ».

En résumé, un débat matinal de politique départemental dans lequel les élus communistes ont été actifs et constructifs, dénonçant aux passages les mêmes logiques libérales qui aboutissent aux mêmes résultats. Ils ont appelé pour la construction d'une alternative politique et citoyenne, résolument anti austérité.